

## Faits saillants

- Environ 89 000 personnes dans le Sud Irumu bénéficieront d'une assistance multisectorielle pour les six prochains mois.
- Sorodho : Une soixantaine de cas de diarrhée rapportée en l'espace de deux semaines dans une structure sanitaire en rupture de stocks de sérum de réhydratation orale.

## Contexte général

- La situation de la protection des civils dans la partie sud du Territoire d'Irumu continue de préoccuper la communauté humanitaire. De présumés éléments du groupe armé Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) multiplient les attaques et les violations des droits humains contre les populations civiles. Au cours d'une dizaine d'incursions et d'attaques armées menées la semaine dernière, ces miliciens ont tué cinq civils et violé plus de 20 femmes et mineures. Ces attaques qui n'épargnent personne dans la zone pourraient persister dans les jours à venir avec comme corollaire des incidents de protection pouvant également affecter des acteurs humanitaires. Certaines organisations humanitaires ont momentanément suspendu leurs activités dans certaines localités à cause du contexte sécuritaire très volatile et imprévisible. La communauté humanitaire appelle tous ceux qui ont la responsabilité de la protection des civils à améliorer la situation de la protection des civils dans la zone et au respect des droits humains.

## Besoins et réponses humanitaires

### Article ménagers essentiels (AME)

- L'équipe de mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP) a démarré, depuis le 29 septembre, la distribution des kits d'articles ménagers essentiels à environ 9 000 personnes (personnes déplacées, retournées, familles d'accueil, autochtones vulnérables) à Opienge centre, dans le District de la Tshopo. Ces populations sont victimes des affrontements entre les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et les miliciens de « major Luc » depuis avril 2014 dans la zone d'Opienge, qui hébergerait près de 20 000 personnes déplacées. C'est à la fin du mois d'août 2014 qu'une première assistance en médicaments et en intrants de chloration d'eau a été apportée aux populations affectées. Le Programme alimentaire mondial (PAM) avait distribué une tonne de biscuits énergétiques à 632 ménages. Cette distribution ciblait particulièrement des enfants malnutris, des femmes enceintes et allaitantes.

### Multisecteurs

- Grâce à l'allocation spéciale du Fonds commun humanitaire (Pooled fund), les organisations humanitaires (COOPI, INTERSOS, ALDI, PAM) ont lancé depuis le 1er septembre le programme d'assistance nutritionnelle et en sécurité alimentaire pour environ 89 000 personnes vulnérables dont les enfants, les femmes enceintes et allaitantes, les déplacés internes ainsi que les retournés, victimes de la crise humanitaire liée à l'insécurité dans le sud du Territoire d'Irumu, dans le District de l'Ituri. Cependant, l'instabilité qui continue dans la zone risque de perturber les opérations d'assistance. Ce programme fait partie du « Plan de réponse humanitaire du sud Irumu » financé à hauteur de 4,8 millions de dollars américains grâce à l'allocation spéciale. D'une durée de six mois, ce plan de réponse vise à apporter de l'abri, des articles ménagers essentiels, des vivres, des semences, des intrants agricoles, de l'eau potable, de la protection ainsi que des soins de santé primaire à environ 150 000 personnes les plus vulnérables dans la zone touchée par la crise. Outre le Fonds commun humanitaire, la réponse à la crise qui affecte le sud Irumu a aussi bénéficié des financements de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), du Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger (OFDA) et de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA). Ces financements ont permis la fourniture d'une assistance humanitaire multisectorielle à des milliers de personnes vulnérables depuis le mois de septembre 2013.

### Santé

- L'ONG MEDAIR a envoyé, le mardi 30 septembre, une équipe et des médicaments essentiels au poste de santé (PS) de Sorodho pour prendre en charge des cas de diarrhée déclarée dans cette localité située à 90

km au sud de Bunia, en Territoire d'Irumu. Du 18 au 30 septembre, le personnel soignant a pris en charge 60 cas alors que ce poste de santé est en rupture de stock de sérum de réhydratation orale (SRO). Etant donné l'insécurité qui prévaut dans la zone et en perspective des opérations militaires conjointes, il y a risque que cette diarrhée se propage, en cas de mouvement de population.

### Besoins non couverts/ alertes précoces

#### Logistique

- L'enclavement des districts du Haut-Uele et du Bas-Uele, qui font face depuis plus d'une année à un désengagement important des acteurs humanitaires, pourrait s'accroître avec le départ de l'ONG Aviation Sans Frontières (ASF-France) qui dessert ces régions par la voie aérienne. Des acteurs de protection, qui y mènent encore des activités (monitoring de protection), pourraient être confrontés au problème d'accès dans cette région, qui regroupe encore des personnes déplacées et retournées, victimes des attaques de l'Armée de résistance du seigneur (LRA), ainsi que des autochtones.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

*Maurizio Giuliano, Chef de Sous- bureau, OCHA Bunia, [giuliano@un.org](mailto:giuliano@un.org), tél. +243 99 590 13 58*

*Bertrand Médard Gailemas, Public Information Officer, OCHA Bunia, [gailemasb@un.org](mailto:gailemasb@un.org), tél. +243 81 988 9191*

*Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, [mabaluka@un.org](mailto:mabaluka@un.org), tél. +243 99 884 5572*

*Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org), tél. +243 97 000 3750*

**Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur [www.rdc-humanitaire.net](http://www.rdc-humanitaire.net)**